



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

météorologie

Question écrite n° 21052

Texte de la question

M. André Thien Ah Koon attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sur la présence de la France sur les îles Eparses. Au-delà de leur intérêt stratégique, météorologique, climatique, écologique, maritime, économique et social, les îles Eparses contribuent à la présence et au rayonnement de la France dans le sud-ouest de l'océan Indien. Dès lors, l'annonce du désengagement de Météo France sur ces îles, à travers le retrait de son personnel, met en péril l'expression même de la souveraineté de notre pays dans cette région du globe. Il faut rappeler, en effet, que ces îles font toujours l'objet de revendications territoriales de la part de certains états de l'océan Indien. De plus ce désengagement met en péril une vingtaine d'emplois de toute nature, principalement à la Réunion, qui sont voués à disparaître si ce retrait devait se confirmer. En conséquence, il le remercie de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'il envisage de prendre afin de sauvegarder les emplois concernés, et pour que Météo France puisse disposer des moyens humains nécessaires au maintien de sa présence sur ces îles du sud-ouest de l'océan Indien.

Texte de la réponse

L'automatisation des mesures météorologiques de surface est désormais réalisée dans les îles Eparses. Elle permet de répondre de façon fiable aux engagements internationaux de la France, de veille météorologique mondiale. A ce jour Météo France a programmé le retrait de toute présence humaine de Juan de Nova pour le mois de juin 1999. Les conséquences sur le plan des effectifs se présentent de façon différente selon qu'il s'agit de techniciens supérieurs de la météorologie ou des ouvriers. Concernant les techniciens supérieurs, l'automatisation de l'observation à Juan de Nova sera sans conséquence sur l'emploi. En effet, les techniciens supérieurs sont affectés au Centre météorologique interrégional, et chacun d'eux effectue en moyenne un ou deux séjour(s) par an sur les îles Eparses. La suppression de ce poste restera donc sans effet pratique sur l'effectif des techniciens affectés à la Réunion. Concernant les ouvriers, deux manoeuvres sont employés dans chaque île, pour des séjours de trois mois, entrecoupés, dans l'attente d'un nouveau départ, de périodes de chômage. Cette solution a toujours été considérée comme un palliatif, Météo France favorisant, par la formation, la recherche d'un emploi sédentaire à la Réunion. Aussi des départs volontaires sont-ils régulièrement constatés. Sur les vingt ouvriers disponibles pour les quatre îles début 1997, cinq n'ont pas souhaité repartir, laissant aujourd'hui une équipe de quinze ouvriers, juste suffisante pour assurer les missions sur Tromelin, Glorieuse et Europa. Dans un deuxième temps, les possibilités d'embauche d'ouvriers d'Etat, liées à quatre départs à la retraite avant 2001, dans le service de la Réunion seront mises à profit. Un retrait de Tromelin où les météorologistes sont seuls présents n'est pas d'actualité. En effet, idéalement placée sur la trajectoire des cyclones, cette station demeure très importante, et ce, d'autant plus que des radiosondages y sont réalisés.

Données clés

Auteur : [M. André Thien Ah Koon](#)

Circonscription : Réunion (3^e circonscription) - Députés n'appartenant à aucun groupe

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 21052

Rubrique : Etat

Ministère interrogé : outre-mer, intérim du ministre de l'intérieur

Ministère attributaire : outre-mer

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 2 novembre 1998, page 5996

Réponse publiée le : 1er février 1999, page 660